



SNUipp-FSU

Déclaration du SNUipp-FSU

CTA du 9 janvier 2013



SNUipp-FSU

Lors du CTA du 14 décembre 2012, nous avons dressé un bilan accablant de la rentrée dans les écoles de notre académie. Notre école, asphyxiée par les suppressions massives d'emplois, se retrouve très affaiblie par les budgets précédents. Notre académie a payé un lourd tribut dans ce domaine puisque ce sont près de 200 postes qui ont été perdus sur 5 ans pour le premier degré. A cela, il faut ajouter les suppressions massives d'emplois en contrats aidés dévolus à l'aide administrative et à l'accompagnement des élèves en situation de handicap. Tous les jours, nous constatons les conséquences de cette politique désastreuse (*effectifs par classe en forte augmentation, recul de la scolarisation des enfants de moins de 3 ans, démantèlement des RASED, disparition des RRE, recours à des contractuels sur des missions d'enseignement du 1^{er} degré, la scolarisation et l'accompagnement des élèves en situation de handicap au rabais, solitude de plus en plus marquée des maîtres, nombreux remplacements pas assurés, formation initiale et formation continue en voie de disparition, ...*)

Nous faisons tous ces constats, alors que l'administration annonce 88 « surnombres budgétaires »... !!!

Pourtant une ambition est clairement affichée au sommet de l'Etat avec « **la priorité au primaire** », déclinée avec la relance de l'accueil des moins de trois ans à l'école maternelle, la mise en place du « plus de maîtres que de classes ». Si dans les déclarations, les ambitions affichées vont dans le bon sens, **nous ne pouvons que constater aujourd'hui que le ministère ne donne pas les moyens à notre académie de les mettre en oeuvre.**

Pour la seule rentrée 2012, ce sont 121 postes qui ont été supprimés dans les écoles de l'Académie pour un nombre d'élèves constant. Aujourd'hui ce sont 20 postes qui sont restitués à l'Académie : si nous apprécions que la tendance s'inverse, nous ne pouvons que déplorer la faiblesse de cette dotation alors que l'Académie était la plus taxée l'année dernière. A ce rythme, il faudra 6 ans pour retrouver ne serait-ce que les conditions d'encadrement de la rentrée 2011. **Comment envisager alors une amélioration des conditions de scolarisation des élèves et de travail des personnels ?**

Dans ce contexte, il nous semble nécessaire de clarifier un certain nombre de points :

- Sur quels moyens doit être mis en place le « Plus de maîtres que de classes » et pour quelles missions ?
- Sur quels moyens va être développée la scolarisation des enfants de moins de 3 ans ?
- Quelle place est accordée aux RASED ?
- Quel rôle donné aux stagiaires et aux admissibles aux concours ?
- Quel avenir pour la formation continue ?
- Quel regard porte l'administration académique sur les « surnombres » ?
- ...

Sur tous ces points, nous demandons des éclaircissements.

Enfin, la question des rythmes scolaires, qui devait être une réforme emblématique de la Refondation, se révèle être une grande déception. Le vote hier au CSE en est une franche démonstration. Nous accueillons aujourd'hui favorablement la décision prise depuis par le Ministre d'ouvrir des discussions en parallèle sur les obligations de service des enseignants.

Nous persistons à penser que les enseignants ne peuvent être tenus plus longtemps à l'écart des processus de décision. De fait, nous demandons que les conseils d'école soient consultés avant toute modification pour apprécier localement la pertinence ou non d'une telle modification : nous ne pouvons accepter que les collectivités territoriales puissent décider de l'organisation. *Comment imaginer que la semaine de 4,5 jours soit imposée dans des secteurs ou le temps de transport/garderie représente plus de 2 heures ? Comment imaginer que la semaine de 4,5 jours soit imposée si cette organisation remet en cause la possibilité pour les élèves d'avoir des activités périscolaires le mercredi ?*

Nos attentes sont fortes, elles sont à la mesure de notre ambition de transformation de l'Ecole. Les personnels du 1er degré que nous représentons seront prêts à relever le défi dès lors qu'ils auront l'assurance que s'engage une véritable rupture dans la politique éducative conciliant réussite des élèves et conditions de travail des enseignants .

Limoges, le 9 janvier 2013